

Garantir la prospérité et l'entrepreneuriat en Suisse

Factsheet politique économique

Afin que la prospérité de la Suisse perdure, les principes libéraux-radicaux doivent prévaloir : responsabilité individuelle plutôt que tutelle étatique, incitations plutôt qu'interdictions, économie de marché plutôt qu'intervention de l'État et davantage de libre-échange pour moins de protectionnisme. Pour cela, une main-d'œuvre qualifiée et un marché du travail flexible, un budget national sain, une capacité d'innovation, une ouverture internationale, moins de bureaucratie, la sécurité juridique et un État fort mais svelte sont nécessaires

1 Défis externes

- › Stagnation des relations bilatérales avec l'Union européenne
- › Régulation excessive et attaques contre l'ordre économique libéral de la Suisse par le biais de diverses initiatives populaires et interventions parlementaires.
- › Pression internationale envers la place fiscale suisse attrayante pour les entreprises.
- › Changement social : nouvelles formes de coexistence, augmentation de l'espérance de vie de la population, évolution des modèles et formes de travail.
- › Les évolutions internationales (p.e. guerre russo-ukrainienne, pandémie, hausse des prix de l'énergie, problèmes de la chaîne d'approvisionnement internationale) qui accentuent les problèmes structurels helvétiques
- › Politique isolationniste croissante de la part de partenaires commerciaux importants (Chine & USA par exemple, qui recourent de plus en plus aux droits de douane pour protéger leur marché intérieur)

2 Nos revendications

Garantir le dynamisme économique et une main d'œuvre qualifiée

- › Promouvoir la numérisation pour simplifier les procédures administratives
- › Faciliter l'utilisation de technologies modernes et pas d'interdictions technologiques à titre préventif
- › Introduire un frein à la réglementation et créer un organe de contrôle indépendant pour les analyses d'impact de la réglementation
- › Introduire un taux de TVA unique et simplifier la TVA dans les transactions commerciales
- › Pas de distorsion de la concurrence par les entreprises publiques
- › Promouvoir l'entrepreneuriat (faciliter la création d'entreprises)
- › Moderniser le droit du travail, sans bureaucratie inutile ni surréglementation
- › Améliorer la conciliation entre travail et famille (améliorer les structures d'accueil extrafamilial, congé parental flexible, l'imposition individuelle)
- › Les mauvaises incitations qui bloquent l'accès des travailleurs âgés au marché du travail doivent être supprimées Faciliter le recrutement de main d'œuvre en provenance de pays tiers

Assurer et développer l'accès aux marchés internationaux

- › Préserver l'autonomie politique de la Suisse (pas d'adhésion à l'UE ou à l'EEE et autonomie dans des domaines vitaux)
- › Garantir et développer durablement la voie bilatérale
- › Coopérer avec l'UE en cas d'intérêt mutuel, notamment dans les domaines de la recherche, de la formation, de la sécurité et de la migration, de l'électricité
- › Développer et diversifier les relations commerciales (accords de libre-échange)

Réduire les exigences envers l'Etat et promouvoir la responsabilité individuelle

- › Maintenir la discipline financière et respecter le frein à l'endettement
- › Favoriser fiscalement la constitution de réserves de main d'œuvre
- › Traiter équitablement le financement par fonds propres et par emprunt
- › La Banque nationale suisse (BNS) doit rester indépendante
- › La politique monétaire ne doit pas être liée à la politique sociale et environnementale

3 Succès du PLR.Les Libéraux-Radicaux

- › Adaptation en cours du Droit du travail aux réalités actuelles.
- › Faible bureaucratie et conditions économiques optimales : diverses initiatives couronnées de succès pour freiner la frénésie réglementaire.
- › Adoption de l'initiative parlementaire [20.455](#) de Christa Markwalder visant à augmenter la déduction pour frais de garde d'enfants par des tiers à CHF 25'000
- › Suppression des droits de douane sur les produits industriels
- › Adoption de l'Accord avec l'Indonésie
- › Rejet de l'initiative populaire « Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital » (initiative 99 %)
- › Initiative populaire sur l'imposition individuelle déposée avec succès